

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

CSO Civil Society Société Civile forum

Engager la société civile pour une résilience et une transition énergétique juste en Afrique

6&7 oct. 2022

KOAFEC Korea-Africa Economic Cooperation

Rapport Général

Table des matières

Acronymes	3
Résumé analytique	4
Introduction et contexte	5
Objectif et justification	6
Format	6
Vue d'ensemble des sessions	7
Enseignements tirés	15
Conclusion	15
Annexes	16

Acronymes

ACCF	Fonds africain pour le changement climatique
AFAWA	Programme Discrimination positive en matière de financement pour les femmes en Afrique
AfDB	Banque africaine de développement
AREI	Initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables
CEO	Directeur général
COP27	27e Conférence des Nations Unies sur le climat
CSE	Engagement de la société civile
CSO	Organisation de la société civile
DAI	Divulgation et accès à l'information
DRC	République démocratique du Congo
ICRC	Comité international de la Croix-Rouge
IRM	Mécanisme indépendant de recours
MDB	Banques multilatérales de développement
PACJA	Pan-African Climate Justice Alliance
PAFO	Organisation panafricaine des agriculteurs
SAPZ	Zone spéciale de transformation agro-industrielle
TAAT	Technologies pour la transformation de l'agriculture africaine
TOT	Formation des formateurs
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Résumé analytique

Le Forum de la société civile 2022 s'est tenu du 06 au 07 octobre 2022 à Abidjan, en Côte d'Ivoire, sur le thème «**Mobiliser la société civile pour la résilience climatique et une transition énergétique juste en Afrique**».

L'objectif du Forum était de fournir une plateforme pour un dialogue inclusif, constructif et structuré entre la Banque et la société civile en Afrique en vue de parvenir à une position africaine commune sur le changement climatique et la croissance verte avant la tenue de la COP27. Le Forum a souligné que la COP27 représente une opportunité majeure pour renforcer le partenariat avec les organisations de la société civile (OSC) en vue d'une transformation économique durable et inclusive.

Le Forum a également servi de plateforme efficace pour les membres de la société civile afin qu'ils partagent l'expérience de leur engagement aux côtés de la Banque, en soulignant, à travers plusieurs études de cas, comment leurs projets financés par la Banque ont été mis en œuvre dans divers pays africain.

La cérémonie inaugurale donne le ton d'un forum mémorable, avec une «touche magique dans l'air». Le président de la Banque africaine de développement (BAD), Dr Akinwumi Adesina, a affirmé que le changement climatique a des effets dévastateurs sur les économies africaines et fait perdre au continent 15 à 16 milliards d'USD par an. Le président Adesina a réitéré le rôle crucial que les organisations de la société civile jouent en exerçant des pressions en faveur de l'inclusion, de la responsabilisation et de la transparence, et en influençant les politiques et les processus décisionnels dans l'intérêt du peuple africain. Il a réaffirmé et salué l'importance du travail de la société civile africaine en matière de plaidoyer et son rôle dans le suivi de la réalisation des objectifs climatiques du continent.

Des recommandations stratégiques et des points d'intervention ont donné lieu à des discussions très enrichissantes lors du Forum. On y a abordé la nécessité d'élargir le pavillon africain à la COP27 afin d'accroître la participation des OSC, en particulier les femmes et les jeunes, et de renforcer leurs capacités en vue d'une participation qualitative; la nécessité de soutenir la recherche menée par les OSC sur le changement climatique et une transition énergétique équitable; et la facilitation de la gestion des connaissances et le partage d'expériences sur les meilleures pratiques et les initiatives innovantes.

En termes de participation et d'interaction, le Forum a réuni une audience consolidée de 211133 personnes (plateformes numériques, médias sociaux, followers et contributeurs). Avec au total 1977 participants enregistrés (en présentiel et en ligne), cette édition du Forum de la société civile caracole en tête des événements de haut niveau organisés par la Banque en 2022.

Introduction et contexte

Le Forum Banque-Société civile 2022 avait pour thème **«Coopérer avec les OSC pour réaliser la résilience climatique pour l'Afrique»**. S'étalant sur deux jours, ce forum s'est voulu être une plateforme de dialogue inclusif, constructif et structuré entre la Banque et la société civile afin de parvenir à une position africaine commune sur le changement climatique et la croissance verte lors de la COP27. Cela allait en droite ligne de l'engagement de la Banque en faveur d'un programme de développement centré sur des individus.

Dans son discours d'ouverture, le président de la Banque africaine de développement (BAD) a souligné les effets dévastateurs du changement climatique sur les économies africaines. En effet, le continent perd annuellement entre **15 et 16 milliards d'USD** à cause de l'impact négatif du changement climatique, un montant qui devrait atteindre 50 milliards d'USD par an d'ici à 2030.

Le président Adesina a réaffirmé l'importance du travail de plaidoyer de la société civile africaine et son rôle dans le suivi de la réalisation des objectifs climatiques de l'Afrique. Il a félicité les organisations de la société civile (OSC) pour leur contribution au renforcement de la résilience et de l'adaptation du continent face au changement climatique. Il a également indiqué que la société civile joue un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs climatiques en vue de la COP27. Pour lui, la COP27 doit contribuer à recentrer l'attention sur les besoins et les priorités de l'Afrique.

La Banque est convaincue que les objectifs de développement ambitieux fixés pour l'Afrique peuvent être atteints si les OSC sont activement engagées, régulièrement consultées et davantage impliquées. La mobilisation des OSC permet à la Banque d'accéder aux personnes souvent exclues de l'élaboration des politiques, c'est-à-dire les populations rurales, les femmes, les filles, les jeunes et d'autres groupes marginalisés.

Le présent rapport comporte les points suivants : objectif et justification; méthodologie; vue d'ensemble des sessions; points d'intervention (pour la COP27 et au-delà); et conclusion.

Objectif et justification

La société civile constitue le lien le plus pertinent entre les priorités de développement de la Banque et les aspirations collectives des populations africaines. L'impact dévastateur de la pandémie de COVID-19 a mis en évidence le rôle crucial des OSC dans le renforcement de la résilience du continent et le maintien de sa capacité à réagir rapidement en fournissant une assistance humanitaire dans les situations de crise. Les OSC ont souvent allégé les contraintes aux prestations de services des gouvernements sur le continent et se sont positionnées comme des partenaires de développement de choix.

La Banque africaine de développement apprécie le point de vue des organisations de la société civile sur le rôle de plus en plus important de la question du dérèglement climatique et des énergies renouvelables, ce dont il faut tenir compte pour le développement durable de l'Afrique. Le Forum 2022 avait donc pour objectif non seulement de donner, à la société civile, à la Banque, aux dirigeants africains, aux institutions internationales et aux champions et ambassadeurs africains de lutte contre le changement climatique, l'occasion de partager leurs points de vue sur le rôle de la société civile dans les efforts d'adaptation au changement climatique (en vue d'une croissance résiliente en Afrique), mais également de discuter des principaux défis, des options et surtout des possibilités de mobilisation de la société civile pour cet agenda important. Autrement dit, la tenue du Forum se justifiait par le souci d'établir un dialogue structuré entre différentes parties prenantes en vue de la COP27 et de présenter les meilleures pratiques des OSC au niveau communautaire.

Format

Le Forum de la société civile 2022 s'est tenu les 6 et 7 octobre dans un format hybride. Les panélistes, le Comité Société civile–Banque, la Coalition sur la route de la COP27 et les représentants des OSC de Côte d'Ivoire se sont réunis en présentiel pour la première journée, tandis que les échanges de la deuxième journée étaient à 100 % virtuels.

Les échanges avec les principaux participants éparpillés à travers le continent ont été virtuels grâce aux plateformes dédiées de la Banque.

Tous les événements prévus se sont effectivement tenus.



Vue d'ensemble des sessions

Trois sessions ont meublé la première journée du Forum : la session inaugurale (comprenant la cérémonie d'ouverture et un entretien de haut niveau avec le président et les représentants de la société civile); une session de responsabilisation concernant la mobilisation de la société civile pour la Banque; et une session d'initiation pour les participants.

À la deuxième journée, les principales sessions suivantes ont eu lieu : (i) quatre tables rondes parallèles; (ii) quatre sessions parallèles dirigées par des OSC; (iii) une session sur l'engagement des institutions multilatérales de développement et de la société civile; et (iv) la cérémonie de clôture.

Résumé des principales discussions

JOUR 1

Session 1: Session inaugurale

Cérémonie d'ouverture

Dans son mot de bienvenue, **Dr Beth Dunford**, vice-présidente chargée du Complexe Agriculture, développement humain et social, a souligné que la société civile est un acteur majeur du développement qui accompagne les gouvernements, les institutions de développement et le secteur privé. Elle a rappelé que le Forum 2022 s'inscrit dans le cadre du programme de la Banque sur le changement climatique et la transition énergétique et constitue une occasion unique pour toutes les parties prenantes de se rencontrer, de partager leurs points de vue et d'aborder les principaux défis et les opportunités inscrits dans un programme très urgent. L'oratrice a jugé crucial le thème du forum, car il concerne les générations futures du continent africain.

Dr Kevin Kariuki, vice-président de la Banque chargé du Complexe Électricité, énergie, climat et croissance verte, a prononcé le discours introductif, mettant en exergue les attentes majeures du forum et réaffirmant l'importance du Forum 2022 des OSC en tant qu'occasion offerte pour s'appuyer sur les progrès réalisés depuis la COP26 et y mettre un coup d'accélérateur. Le fait que les promesses faites lors de la COP26 n'aient pas été respectées, a-t-il indiqué, justifie les efforts de la Banque en vue de combler le déficit de financement, elle qui est également la première banque multilatérale de développement à assurer la parité entre le financement de l'adaptation et celui de l'atténuation. Il a ajouté que le respect des objectifs de l'Accord de Paris était important, notamment l'utilisation accrue des énergies renouvelables, la décarbonisation de certains secteurs et le renforcement de l'interconnexion régionale afin d'évoluer vers un marché africain de l'électricité.

M. Kolyang Palebele, président de l'Organisation panafricaine des agriculteurs et membre du Comité Banque-Société civile, a réitéré dans son discours l'importance de la société civile comme force de transformation pour le continent. Il a déclaré qu'en raison du changement climatique et de la croissance verte, les petits agriculteurs s'offrent l'occasion de s'adapter aux chaînes de valeur modernes et de se conformer aux normes internationales, à condition d'être soutenus pour répondre aux exigences. Il a également lancé un appel aux institutions financières pour qu'elles développent des produits spécifiques pour les producteurs ruraux. Il a appelé les participants à respecter l'engagement de Malabo en faveur de la prospérité partagée et des investissements dans les infrastructures agricoles.

L'événement a été rehaussé par la présence de Son Excellence Wael Badawi, ambassadeur d'Égypte en Côte d'Ivoire; de Son Excellence Lee Sang Ryul, ambassadeur de Corée en Côte d'Ivoire; et du représentant du ministre ivoirien de l'Environnement et du Développement durable, M. Sidi Braïma Dagnogo.

L'ambassadeur Badawi s'est félicité de voir le forum se préoccuper de l'avenir de l'Afrique et a réaffirmé que l'événement était conforme à la vision de l'Égypte, à savoir impliquer les OSC dans le domaine de la protection de l'environnement, du changement climatique et de l'énergie. Il a souligné que l'Égypte souhaite une COP27 inclusive, une COP africaine qui promeut la solidarité pour parvenir à des solutions efficaces, basées sur la justice, avec des responsabilités communes et différenciées.

L'ambassadeur Lee Sang Ryul a, pour sa part, félicité la Banque et les OSC pour leur engagement mutuel. Il a réitéré l'engagement de son pays à soutenir les projets énergétiques, le renforcement des capacités institutionnelles et la croissance sur le continent.

M. Sidi Braïma Dagnogo a salué le soutien et les efforts de la Banque africaine de développement envers la Côte d'Ivoire. Il a déclaré que son pays s'était engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 30,4 % lors de la révision de sa contribution déterminée au niveau national. Pour lui, l'adaptation et les énergies renouvelables constituent des défis majeurs pour son pays et le continent. Il a souhaité que le forum permette un dialogue structuré en vue d'une participation effective des OSC au nom des communautés africaines lors de la COP27.

Dans son discours d'ouverture, **Dr Akinwumi Adesina** a réaffirmé l'importance du travail de plaidoyer de la société civile africaine et son rôle dans le suivi de la réalisation des objectifs climatiques du continent. «L'Afrique souffre, étouffe et est en détresse économique du fait de l'impact du changement climatique qu'elle n'a pas provoqué. Le continent perd chaque année des milliards d'USD et a besoin de 125 milliards d'USD par an pour s'adapter aux changements du climat». De même, il a souligné l'importance du guichet d'action climatique du Fonds africain de développement, qui permettra à vingt millions d'agriculteurs d'accéder à des technologies agricoles climato-intelligentes et à vingt millions d'agriculteurs et d'éleveurs de bénéficier d'une assurance indexée sur le climat. Il permettra également de réhabiliter un million d'hectares de terres dégradées. Le président Adesina a donc exhorté les OSC à défendre et à soutenir fermement les efforts de reconstitution des ressources de la Banque (FAD16) pour qu'à concurrence de 13 milliards d'USD de ressources soient mobilisés pour financer le climat, puisque les plus vulnérables pourront ainsi être protégés contre les ravages du changement climatique. Les objectifs de la Banque ne peuvent être atteints qu'en plaçant les personnes au centre de ses actions, a-t-il indiqué, avant de déclarer que malgré l'éloignement des populations que la Banque sert, l'institution doit s'assurer que leurs préoccupations sont partagées lors d'événements tels que le Forum des OSC afin que leur voix soit entendue et leur douleur ressentie.

Entretien de haut niveau avec le Président

Le président de la Banque africaine de développement a eu un échange de haut niveau avec deux dirigeants d'OSC de renom. Il s'agit de **M. Salif Traoré** alias A'salfo, artiste ivoirien, président de la Fondation Magic System et ambassadeur de l'UNESCO; et de **Mme Soumaya Zaddem**, du Conseil consultatif de la jeunesse africaine sur la réduction des risques de catastrophes de l'Union africaine. Mme Zaddem a souligné la nécessité de soutenir les femmes et les jeunes négociateurs à la COP27 en renforçant leurs capacités et en assurant leur participation effective. Quant à **M. A'salfo**, il a déclaré que l'on conseille aux Africains d'abandonner les combustibles fossiles, mais que cela ne saurait être possible en l'absence de ressources. L'impératif écologique ne doit pas être une contrainte pour le développement du continent. La croissance verte doit être équitable pour les Africains. Le président de la Banque africaine de développement, **M. Akinwumi Adesina**, a reconnu une fois de plus le rôle crucial joué par les organisations de la société civile et les a rebaptisées **Surveillance permanente** obligée (OSC), car elles ont le devoir de demander des comptes à la Banque et aux autres parties prenantes.

Session 2 : Session de responsabilisation sur la coopération de la Banque avec la société civile

Lors du Forum des OSC 2020, le président a déclaré : « Lors du prochain Forum des organisations de la société civile, j'aimerais voir ces organisations partager, sur la plateforme, leurs expériences sur la manière dont elles ont travaillé avec la Banque pour obtenir des résultats concrets ». Cette session a été consacrée au partage de témoignages, de résultats de collaboration, de récits sur les changements et les effets que la collaboration entre les OSC et la Banque a entraînés sur la vie des communautés. Cette session hautement interactive a été modérée et animée par **Mme Zéneb Touré**, cheffe de la division Société civile et coopération avec les communautés de la Banque. Les témoignages et les discussions ont porté sur des cas de collaboration en RDC, au Zimbabwe, au Ghana, mais aussi sur des exemples de réussite en Éthiopie. De courtes vidéos ont été projetées pour mettre en lumière des exemples de réussite dans chaque pays.

Mme Eliane Munkeni, présidente de la Commission nationale des femmes entrepreneures et vice-présidente de la Fédération des entreprises de la RDC, a donné un vibrant témoignage sur la façon dont la Banque a soutenu son organisation à leurs débuts en 2016, dans le cadre d'une formation de formateurs (TOT) pour les femmes entrepreneures, et sur la manière dont ils ont évolué depuis lors. Douze formatrices avaient été formées dans les onze provinces du pays. Après que les bénéficiaires de la TOT ont formé 300 femmes, 110 projets initiés par des femmes entrepreneures ont été soutenus par la Banque. Aujourd'hui, au total 3000 femmes ont été formées avec le soutien financier de nouveaux donateurs, la subvention initiale de la Banque ayant contribué à établir la confiance au sein de la communauté des donateurs. **M. Dieudonné Boenga**, coordinateur du Projet d'appui au développement du secteur privé et à la création d'emplois en RDC, a renforcé ce témoignage en éclairant les participants sur l'appui apporté par la Banque aux femmes entrepreneures en RDC.

Selon **M. Joel Bizure**, coordonnateur de projet à World Vision (Zimbabwe), près de 16 000 réfugiés en provenance de divers pays africains vivent au Zimbabwe. World Vision les aide avec le concours du HCR. Mais la Banque aide l'organisation à renforcer son soutien à l'ensemble de la communauté des réfugiés, mais aussi à la communauté d'accueil. En soutenant la communauté d'accueil, World Vision contribue à créer un certain équilibre, de l'harmonie et de la stabilité entre les deux communautés. **M. Erick Mariga**, chargé principal de la fragilité et de la résilience à la Banque, a, quant à lui, indiqué que depuis 2018, la Banque s'est engagée dans des solutions innovantes pour soutenir les moyens de subsistance des communautés vulnérables. Les OSC aident à fournir des solutions durables, en particulier dans les domaines qui ne bénéficient pas du soutien traditionnel de la Banque. Elles continuent à produire des résultats bien au-delà de la durée de vie des projets soutenus par la Banque.

M. Benjamin Boakye, directeur exécutif de l'African Center for Energy Policy au Ghana, a déclaré que la relation avec la Banque a commencé il y a plusieurs années et qu'en 2015, par exemple, la Banque africaine de développement (BAD) a voulu déployer une action politique sur la réglementation du secteur de l'électricité et établir un lien entre l'offre et la demande en matière de responsabilité. L'African Center for Energy Policy s'est impliqué dans la réglementation des tarifs d'électricité, tout en contribuant à diffuser la bonne information et à lutter contre la corruption dans ce secteur. Le régulateur a même mis en place une plateforme de partage d'informations pertinentes. Les questions liées à l'électricité intéressent désormais un plus grand nombre d'organisations, et ces dernières prennent part à des échanges au niveau national en vue de propositions à partager avec le régulateur. **M. Eyerusalem Fasika**, chef de bureau pays de la BAD pour le Ghana, a exposé l'optique recherchée par la Banque en soutenant le Centre africain pour la politique énergétique. L'orateur a également insisté sur le rôle de la Banque dans la facilitation de la collaboration avec la société civile et le gouvernement dans un secteur aussi complexe.

M. Eticha Misganaw, directeur exécutif de l'organisation Stand for Vulnerable, en Éthiopie, a partagé une histoire de réussite unique et inspirante que les OSC de tout le continent devraient reproduire. Tout a commencé par des collaborations, des échanges d'expériences et un renforcement des capacités fournis par la Banque. La stratégie High 5 de la Banque a d'abord été intégrée à la stratégie de l'organisation. Ensuite, une formation sur l'entrepreneuriat social dispensée par la Banque a permis de développer de nouveaux modèles d'entreprise à petite échelle dans des domaines tels que la boulangerie, la pâtisserie, la restauration, le logement, etc. dans différentes villes. Tout a été financé par l'épargne personnelle. Pour la maison d'hôtes, une banque commerciale a accepté d'accorder un prêt après avoir examiné nos premières initiatives. Tout ceci a été possible grâce aux engagements initiaux avec la Banque.

La session de responsabilisation s'est terminée par une contribution de **Mme Rita Effah**, coordonnatrice/chargée supérieure du financement climatique à la BAD. Les OSC se sont servies des fonds climatiques pour améliorer la vie des communautés à travers des subventions allant de 250 000 à 1 million d'USD. Il s'agit d'un fonds axé sur la demande dont le but est d'apporter des ressources aux communautés qui en ont le plus besoin. La collaboration avec les OSC est essentielle pour atteindre cet objectif, car elles sont au cœur de la coopération avec les communautés. Les présentations ont été suivies d'une session de questions/réponses. À travers cette session notamment, le Forum 2022 a permis de montrer clairement que le partenariat Banque-Société Civile est en marche. Les expériences, bonnes pratiques et cas de réussite présentés, ainsi que les défis qui en découlent, ont confirmé qu'une approche centrée sur les personnes et un dialogue tripartite avec toutes les parties prenantes sur les opérations et projets de la Banque permet à cette dernière d'obtenir de meilleurs résultats.

Session 3 : Session d'initiation pour les organisations de la société civile

Mme Maria Mulindi, directrice des programmes spéciaux, a présidé cette session très interactive qui ambitionnait d'informer les principales parties prenantes et les partenaires stratégiques sur la vision, les stratégies, les politiques et les procédures de la Banque.

Mme Njeri Martha Kinyoho, chargée supérieure de la société civile à la Banque, a fait une présentation sur l'engagement de la société civile envers la Banque (CSE). Elle a surtout fait ressortir l'historique du CSE de la Banque, de l'intervention du CSE aussi bien dans la réalisation des grandes priorités [High 5] (inclusion/participation, appropriation, gestion des risques, transparence/responsabilité et maximisation de l'impact), que dans la coopération avec la société civile à trois niveaux : institutionnel (dialogue & sensibilisation et instruments & ressources); régional/pays (dialogue régional, engagement et dialogue au niveau des pays) et au niveau des projets (soutien aux équipes de projet pour l'intégration du CSE dans le cycle du projet).

M. Al-Hamndou Dorsouma, directeur du Département Changement climatique et croissance verte de la BAD, a structuré son intervention autour des points clés suivants : La Banque apprécie le partenariat avec les organisations de la société civile, et à cet égard, elle s'est engagée, dans le cadre de son nouveau cadre stratégique sur le changement climatique et la croissance verte adopté l'année dernière, à travailler avec les OSC africaines pour soutenir la position commune du continent sur le changement climatique, reconnaître les circonstances particulières de l'Afrique en ce qui concerne le dérèglement climatique et plaider pour un meilleur accès aux moyens de mise en œuvre par l'Afrique. Dans le cadre de la préparation de la COP27, l'édition 2022 du Forum des OSC représente une occasion cruciale et opportune pour une coopération avec les OSC africaines sur les questions clés en jeu pour l'Afrique, notamment l'importance de l'adaptation et de la résilience

climatique, la nécessité d'exploiter les possibilités d'atténuation pour l'Afrique et l'importance de l'accès des pays africains au financement climatique. Au-delà de la COP27, la Banque et la communauté des OSC doivent s'engager dans un dialogue permanent et constructif afin d'intensifier leurs efforts destinés à soutenir les priorités du continent en matière de changement climatique et de croissance verte. Il a également souligné l'importance accordée par la Banque à l'adaptation (67 %) au changement climatique par rapport à l'atténuation. Les nouveaux outils, la stratégie et le plan d'action

(avec 40 % d'investissements dans l'action climatique) mis au point par la Banque avec la participation des OSC, permettront de relever les défis liées au dérèglement climatique sur le continent.

M. Issa Maman-Sani, directeur, Département des sauvegardes environnementales et sociales à la Banque, a, quant à lui, rappelé l'objectif primordial de la Banque, qui est d'assurer le développement culturel et socio-économique du peuple africain. Les projets peuvent parfois entraîner des externalités négatives. La Banque a donc très tôt perçu la nécessité de prendre en compte l'impact social et environnemental de ses interventions afin d'assurer la durabilité de l'ensemble des ressources. La politique de sauvegarde environnementale et sociale date de 2013, et après 9 ans de mise en œuvre et à l'issue d'une évaluation en 2019, elle est en cours de révision afin de réduire la charge pour ceux qui préparent les documents de prêts et ceux qui les reçoivent. Les OSC ont activement contribué à la mise à jour du document de politique. M. Maman-Sani a terminé sa contribution en félicitant les OSC pour le rôle essentiel qu'elles jouent dans le domaine des garanties environnementales et sociales.



Les OSC sont le troisième œil de la Banque sur le terrain pour assurer la meilleure mise en œuvre possible des projets.

Mme Nathalie Beatrice Chinje-N Bodiong, conseillère en chef auprès du Secrétariat de la Banque chargé de la divulgation et de l'accès à l'information (DAI), a structuré sa présentation en donnant un aperçu de la politique DAI (contexte, objectifs, structure de gouvernance et classification des informations). Elle a ensuite présenté les principales recommandations de l'examen de mise en œuvre, y compris le renforcement de la collaboration avec les OSC. Elle a conclu par une analyse des engagements des OSC en termes de faits, de ressources et de communication.

M. David Simpson, directeur du Mécanisme indépendant de recours (MIR) de la Banque, a indiqué que le MIR vise à renforcer la responsabilité et à offrir un recours plus efficace aux personnes affectées par les opérations financées par la Banque. S'appuyant sur une étude de cas très pratique, il a présenté le MRI et ses différentes fonctions de traitement des plaintes.

Dans sa présentation, **M. Yero Baldeh**, directeur du Bureau de coordination des États en transition à la Banque, il a souligné la collaboration accrue de la Banque avec les OSC dans les États fragiles pour lutter contre la fragilité. L'objectif principal est d'accroître la résilience dans les régions, pays et communautés d'Afrique. Trois domaines prioritaires ont été identifiés pour atteindre cet objectif : le renforcement des capacités institutionnelles, la construction de sociétés résilientes et la promotion des investissements privés. L'accent a également été mis sur une coopération accrue dans les domaines du renforcement de la résilience régionale et de l'accroissement du rôle du secteur privé. Les présentations ont été suivies d'une session de questions/réponses.

Le deuxième jour des assises s'est ouvert sur un discours-programme de Mme Malado Kaba, directrice du Département Genre, femmes et société civile de la Banque, qui s'est appuyée sur les résultats du panel inaugural et les différents débats de la veille. Elle a réitéré sa conviction que les acteurs de la société civile sont des partenaires

clés pour relever des défis et trouver des solutions durables et résilientes au changement climatique. Elle a rappelé que le choix du thème du Forum des OSC 2022 témoigne du vif engagement de la Banque à s'attaquer aux questions climatiques et aux facteurs de vulnérabilité du continent, tout en assurant la transition vers le «niveau zéro à l'avenir», soit d'ici à 2050.

Cette transition inévitable ne doit pas compromettre la nécessité d'un accès universel aux services énergétiques et la réalisation des objectifs de développement durable. L'Afrique est la région du monde la moins résiliente au changement climatique, son niveau de vulnérabilité restant élevé, couplé à une faible préparation en matière d'adaptation aux chocs climatiques. L'indice africain par habitant lié au climat, au financement et à l'influence reste des plus faibles sur la planète. Le changement climatique fait donc peser des risques importants sur les économies africaines. Il menace la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes et pourrait réduire à néant les progrès considérables réalisés jusqu'à présent en matière de développement. Le continent aura besoin de 3000 milliards et 1600 milliards d'USD entre 2020 et 2030 pour honorer ses engagements en matière d'action climatique et de contributions déterminées sur le plan national. Si cette tendance se poursuit, un déficit de financement climatique, d'environ 100 milliards d'USD par an subsistera jusqu'en 2030, sapant ainsi les efforts de l'Afrique visant à soutenir le climat, la résilience et une transition énergétique juste.

Session 4: Quatre tables rondes parallèles

Table ronde 1 :

Construire la résilience pour le développement local : Rôle des communautés et des organisations citoyennes. Sous la direction de **M. Augustine Njamnshi**, président du comité technique et politique de l'Alliance panafricaine pour la justice climatique, cette table ronde visait à partager les meilleures pratiques et à discuter des moyens d'amplifier les voix des communautés qui sont les principales victimes de l'incidence du changement climatique. Il s'agit d'une action «cruciale pour assurer une résilience inclusive et transformatrice qui accélère la justice climatique et une transition équitable». Il a également été question d'explorer la façon dont les stratégies d'adaptation mises en œuvre avec succès à l'échelle locale peuvent être élargies grâce à un accès au financement climatique. Par ailleurs, les acteurs locaux ont émis le vœu que, pour la COP27, le soutien aux communautés africaines soit une priorité afin de renforcer leurs capacités d'adaptation. Les panélistes étaient **Mme Pauline Nantongo**, de l'Alliance pour la biodiversité des OSC africaines; **M. Ahmed Fathy**, directeur général de Egypt Youth Love Coalition for Climate Change; et **M. Al-Hamndou Dorsouma**, directeur du Département Changement climatique et croissance verte de la BAD.

Table ronde 2 :

Genre et financement du climat : des obstacles aux solutions réalisables. Présidée par **Mme Soumaya Zaddem**, du Conseil consultatif de la jeunesse africaine sur la réduction des risques de catastrophes de l'Union africaine, cette session a mis en lumière le lien entre le financement du climat et les questions de genre. En Afrique, les femmes représentent une forte proportion des entrepreneurs (58 %) et jouent un rôle important dans le développement économique et le progrès social. Cependant, l'accès au financement reste l'un des principaux obstacles à leur contribution effective aux résultats du développement sur le continent et dans le monde. Par exemple, le déficit de financement pour les femmes africaines dans les chaînes de valeur agricoles, qui emploient la plupart d'entre elles et nécessitent des pratiques agricoles résilientes au climat, est estimé à 15,6 milliards d'USD. Cela signifie également un écart important entre les sexes, en particulier en Afrique subsaharienne, qui affecte négativement les femmes et qui ne peut potentiellement être comblé qu'en 121,7 ans. Cette situation a une incidence directe sur la probabilité pour le continent de réaliser pleinement son potentiel de croissance et de développement. Des stratégies visant à faire avancer la question du genre et du financement lié au changement dans l'agenda de la COP27 et à promouvoir une assurance intelligente, en particulier dans les zones touchées par la sécheresse et les catastrophes en Afrique, ont été explorées.

Table ronde 3 :

Systèmes alimentaires inclusifs et transformateurs en Afrique : Faire face au changement climatique et à l'adaptation pour les communautés agricoles et les producteurs vivriers locaux. Sous la direction de M. Gilles Yabi, président du groupe de réflexion Wathi, cette session a réuni les panélistes suivants : Mme Rosaria De Paoli, directrice de l'Istituto Cooperazione Economica Internazionale; M. Kolyang Palebele, président de l'Organisation panafricaine des agriculteurs; et Dr Eklou Attiogbevi Somado, chef de la division en charge de l'agriculture à la Banque. Ils ont discuté de la nécessité de créer des moyens de haute qualité pour soutenir l'adaptation de l'agriculture en s'appuyant sur les connaissances et l'expertise locales et d'explorer des interventions concrètes susceptibles de renforcer la résilience au changement climatique et de nourrir équitablement le continent, en particulier les communautés marginalisées. Ils ont également exploré les voies et moyens d'informer efficacement les petits exploitants et les communautés agricoles rurales sur les technologies climato-intelligentes.

Table ronde 4:

Transition énergétique équitable : Rôles de la Banque africaine de développement, de la société civile africaine et des autres parties prenantes. Modérée par **Mme Grace Ronoh**, chargée de programme à Access Coalition, la table ronde a permis aux participants de cerner l'approche de la Banque en vue d'une transition énergétique équitable pour l'Afrique; d'examiner les points de vue de la société civile africaine sur le sujet de la transition énergétique équitable avant la COP27; d'analyser comment la Banque peut soutenir l'Afrique à travers des investissements et des initiatives afin qu'elle s'assure une transition énergétique juste; et de convenir des domaines où la Banque et les OSC peuvent intervenir ensemble. Le panel était composé de : **Mme Rolande Aziaka**, directrice générale de Welfare Organization; **M. Samba Fall**, responsable des transitions systémiques et climatiques chez ENDA Energy; et **M. Franklin Gbedey**, chef de la Division des énergies renouvelables et chef de file de l'initiative Desert to Power à la Banque (représenté par **Mme Regina Nesiama Miller**, spécialiste principale en énergies renouvelables).



JOUR 2

Session 5 : Quatre sessions parallèles dirigées par les OSC

Quatre sessions se sont tenues sous la direction des OSC et ont porté sur les thèmes suivants :

- Principes et sauvegardes pour une transition énergétique juste, centrée sur les populations et favorable aux pauvres en Afrique : Le cas de l'Initiative pour l'Afrique sur les énergies renouvelables (AREI), par la Pan-African Climate Justice Alliance (PACJA) et l'Africa Coalition for Sustainable Energy and Access (ACSEA)

- De la parole à l'action : Renforcer la résilience des communautés africaines aux impacts du changement climatique au Mozambique, en Ouganda et au Kenya, par la Fondation AVSI — Innovations pour la lutte contre la pauvreté.

- La foresterie communautaire — un atout pour s'engager dans le renforcement de la résilience au changement climatique en vue du développement local en Afrique, par le Conseil National des ONG de développement du Congo.

- Initiatives communautaires en faveur de la résilience au changement climatique — Exemples de réussite et pratiques optimales [Community-Based Initiatives for Climate Resilience - Success Stories & Best Practices], par le South African Institute of International Affairs — Advocates Coalition for Development and Environment.

Session 6: Session sur la coopération de la société civile avec les institutions multilatérales

Modérée par **Basil Jones**, coordonnateur des programmes et des politiques au Département Genre, femmes et société civile de la Banque, cette session a permis d'échanger sur la manière dont les institutions multilatérales intervenant sur le continent travaillent avec les OSC et font pression en faveur du programme africain de changement climatique et de croissance verte. L'occasion s'y prêtait aussi pour aborder l'approche multipartite concernant tant l'accompagnement des OSC que le développement de la collaboration et des partenariats stratégiques entre les institutions multilatérales.

Les panélistes ont apporté des contributions à la fois interactives et de qualité. Il s'agissait de **Mme Betty M. Wangozi**, de la Direction de l'Union africaine chargée de la citoyenneté et des diasporas; de **Milano Flavia Silvina**, de la Banque interaméricaine de développement; de **Mme Ker-Lindsay Biljana Radonji**c, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement; d'**Ahmed Berthe**, de la Banque islamique de développement; et d'**Arona Soumare**, de la Banque africaine de développement. Le message clé est que la collaboration entre les institutions multilatérales est essentielle pour atteindre une croissance verte et faire face au changement climatique. En outre, le CSE est devenu un concept important pour toutes les institutions multilatérales.

Séance de clôture

Deux interventions ont ponctué la cérémonie de clôture. **Mme Zéneb Touré**, cheffe de la division Société civile et coopération avec les communautés à la Banque, a présenté un résumé des acquis de ces deux jours de Forum et les principaux domaines d'intervention retenus en vue de la COP27 et au-delà. Elle a rappelé que la collaboration de la Banque avec la société civile est en marche, avant de saluer cette étape importante vers la COP27 tout en félicitant tous les acteurs qui ont contribué au succès du Forum 2022.

M. Cheick Fayçal Traoré, au nom du Comité de la société civile de la Banque et de toutes les organisations de la société civile, a également salué le succès du Forum. Il a insisté sur l'appel à l'action de tous pour infléchir la courbe négative de la menace climatique. Dans son discours, il a lancé un appel particulier à la jeunesse africaine pour qu'elle reprenne le flambeau de l'engagement pour l'Afrique que nous voulons, cette Afrique qui détient les clés de son destin en matière de prospérité économique et de croissance verte inclusive. Il a terminé son allocution en rappelant que le Comité et les organisations de la société civile sont plus que jamais prêts et déterminés à jouer leur rôle, celui de rester des acteurs constructifs contribuant à la résilience des communautés locales..



Enseignements tirés

Ces résultats éloquents ont également permis de tirer des leçons et déterminer des facteurs de réussite qui seront exploités pour consolider la trajectoire vers l'utilité du Forum.

- La mise en place d'un Groupe de travail s'est avérée essentielle. Le Forum de la société civile 2022 n'aurait pas comblé les attentes sans la dynamique de groupe, l'esprit d'équipe et les vibrations positives de la Task Force de la Banque qui s'est réunie, avec diligence, sur une base hebdomadaire pendant 12 semaines. L'efficacité du Groupe de travail a confirmé que la coopération de la Banque avec la société civile est bien en marche !

- Le format de certaines sessions gagnerait à être revu pour les prochaines éditions du Forum. Le format hybride ne semble pas adapté aux tables rondes parallèles, par exemple. Ces sessions seraient plus pertinentes dans un contexte de face-à-face. Les sessions d'initiation pourraient impliquer davantage de techniciens et de spécialistes ou des professionnels de la Banque qui travaillent directement sur les projets afin de faire ressortir les forces, les faiblesses et les enjeux liés à une meilleure intégration de la société civile.

- Sessions organisées par les OSC : Les sessions organisées par les OSC elles-mêmes ont été, contre toute attente, les moins suivies. On pourrait, de concert avec les OSC, explorer une approche innovante à cet égard.

Conclusion

En résumé, le Forum des OSC est sans aucun doute une plateforme unique et privilégiée pour un dialogue fructueux et constructif entre la société civile et la Banque; il renforce la collaboration et les interventions de part et d'autre. La dynamique insufflée doit être maintenue au-delà du forum et de la COP27 en vue de faire face aux défis liés au changement climatique auxquels les communautés africaines sont confrontées.

Annexes

Annexes 1 : Galerie de photos via le lien Flick

Annexe 2: Chiffres sur la participation

Présence	1103 + 874 = 1977
JOUR 1 : Les participants au SOFITEL	139
Jour 1 : L'équipe technique en place au SOFITEL	11
JOUR 1 : Participants en ligne	953
JOUR 2 : Sessions plénières — en ligne	411
JOUR 2 : Tables rondes — en ligne	130
JOUR 2 : Sessions dirigées par les OSC — en ligne	333

Mobilisation sur les réseaux sociaux	10315 + 8506 = 18821
JOUR 1 : Facebook	6832
JOUR 1 : Vues	2749
JOUR 1 : Live	734
JOUR 2 : Facebook	4728
JOUR 2 : Vues	3778

LIVESTREAM	VIEWS REACTIONS	Vimeo	YouTube	LinkedIn
Cérémonie d'ouverture Jour 1 14 745/16 709	Facebook: 1.5K / 292 LI: 6415 / 357	Vues : 38, impressions : 305	(Français)Vues : 275, impressions : 2900 (Anglais)View 96, impression 2400	Vues : 6421 Impressions : 10 455
Session inaugurale Jour 1 9622 / 11 753	Facebook: 903 / 58 LI: 4238 / 194	Vues : 20, Impressions : 246	(anglais) Vues : 111, impressions : 2000 (Français) Vues : 106, impressions : 3900	Vues : 4244 Impressions : 5355

	Facebook	Twitter	LinkedIn	Stat Gloable
Impressions / Engagement	22 760 / 1432	69 421 / 2463	40 209 / 1221	132390/5116

Annexe 3 : Liens vers les médias

- Un Forum Banque africaine de développement - Société Civile se tient à Abidjan - LA DIPLOMATIQUE D'ABIDJAN (ladiplomatiquedabidjan.com)
- Civil societies are key to Africa's climate change resilience, says Dr. Adesina - TOP AFRICA NEWS
- MIL-OSI Banking: Civil Society Forum 2022: African Development Bank President reaffirms critical role of civil society in achieving climate goals towards COP27 | ForeignAffairs.co.nz
- Civil Societies Are Key To Africa'S Climate Change Resilienc... | MENAFN.COM
- Civil Society Forum 2022: African Development Bank President reaffirms critical role of civil society in achieving climate goals towards COP27 - The Maravi Post
- https://www.afdb.org/en/news-and-events/civil-societies-are-key-africas-climate-change-resilience-says-dr-adesina-55350
- Côte d'Ivoire : en marge de leur forum avec la BAD, des organisations société civile sondent les engagements de la Banque - Abidjan.net News
- Civil societies are key to Africa's climate change resilience, says Dr Adesina | African Development Bank - Building today, a better Africa tomorrow (afdb.org)
- Afropages - La société civile est un élément clé de la résilience au changement climatique, déclare M. Adesina
- Civil Society Forum 2022 - African Development Bank President Reaffirms Critical Role of Civil Society in Achieving Climate Goals Towards COP27 - allAfrica.com
- AfDB puts civil society orgs at the forefront of climate engagement (engineeringnews.co.za)
- Research Channel | Login
- La société civile élément clé de la résilience au changement climatique - Changement climatique - Témoignages (temoignages.re)
- Civil Societies Are Key to Africa's Climate Change Resilience, Says Dr Adesina - allAfrica.com
- Civil societies essential partners to build Africa's resilience to climate change | Business (devdiscourse.com)
- Civil society participation integral to climate change initiatives (esi-africa.com)
- Civil societies are key to Africa's climate change resilience - Maurice Info (maurice-info.mu)

Annexe 4 : Discours du Président

Vos Excellences, Ambassadeurs
Vos Excellences, distingués ministres
Administrateurs de la Banque africaine de développement
Haute direction et personnel de la Banque
Dirigeants et membres d'organisations de la société civile
Mesdames et messieurs
Bonjour à tous !

Je suis ravi de vous accueillir au Forum de la société civile 2022.
Le thème du Forum de la société civile 2022, Mobiliser la société civile pour la résilience climatique et une transition énergétique juste, arrive à point nommé.

Le changement climatique a des effets dévastateurs sur les économies africaines. Lors de la 2e réunion ministérielle sur la COP27 à l'Assemblée générale des Nations unies qui s'est tenue récemment à New York, j'ai clairement indiqué : « L'Afrique souffre, l'Afrique étouffe, l'Afrique est en détresse économique à cause de l'impact du changement climatique qu'elle n'a pas provoqué ».

L'Afrique perd entre 7 et 15 milliards de dollars par an en raison des effets néfastes du changement climatique, une perte qui devrait atteindre 50 milliards de dollars par an d'ici à 2030. Les pays africains auront besoin en moyenne de 125 milliards d'USD par an entre 2020 et 2030 pour s'adapter au changement climatique.

La Banque africaine de développement est le chef de file du financement du climat pour l'Afrique. En collaboration avec le Global Center on Adaptation, nous avons lancé le Programme d'accélération de l'adaptation en afin de mobiliser 25 milliards d'USD en faveur du continent.

Nous répondons aux besoins des 37 pays à faible revenu et États fragiles d'Afrique qui dépendent des ressources du Fonds africain de développement, mais qui sont les plus vulnérables au changement climatique. Les pays FAD ont besoin de 600 milliards d'USD pour lutter contre le changement climatique d'ici à 2030 ; pourtant, ils ne reçoivent pas de financement pouvant leur permettre de faire face aux nombreux impacts du changement climatique que subissent leurs populations, leurs communautés et leurs économies. C'est la raison pour laquelle le Fonds africain de développement ouvre Guichet d'action climatique dans le cadre de la reconstitution de ses ressources (FAD16). Le but est de mobiliser à concurrence de 13 milliards d'USD de ressources destinés au financement du climat dans ces pays.

Le guichet d'action climatique du FAD aidera 20 millions d'agriculteurs à accéder à des technologies agricoles climato-intelligentes et à 20 millions d'agriculteurs et d'éleveurs à bénéficier d'une assurance indexée sur le climat.
Il permettra de réaménager un million d'hectares de terres dégradées, d'alimenter 9,6 millions de personnes en énergies renouvelables et de fournir 840 millions de mètres cubes de stockage d'eau.
Nous aurons besoin de vous, les organisations de la société civile, pour soutenir et plaider fermement en faveur de la reconstitution des ressources du FAD16, car il nourrit de grandes promesses en direction du soutien des plus vulnérables en proie aux ravages du changement climatique.
La vidéo que nous venons de regarder résume parfaitement l'engagement continu de la Banque africaine de développement à travailler avec la société civile. La Banque est fermement convaincue que la coopération avec la société civile est essentielle pour un développement inclusif et durable qui améliore réellement la vie des populations.

C'est pourquoi dès le début de mon premier mandat en tant que président de la Banque en 2015, j'ai créé la Division Société civile, coopération avec les communautés et innovation sociale au sein du Département Genre, femmes et société civile.
Les six engagements inébranlables que j'ai pris lors de l'édition de 2020 du Forum de la société civile sont les suivants :
1. Renforcer la capacité institutionnelle des organisations de la société civile.
2. Soutenir le travail de plaidoyer des organisations de la société civile.
3. Renforcer l'engagement communautaire sur les projets.
4. Soutenir les Organisations de la Société Civile en vue d'accélérer l'accès des femmes au financement.
5. Renforcer les sauvegardes sociales et environnementales.
6. Renforcer la collaboration avec les organisations de la société civile sur la gouvernance et lutte contre la corruption.

Je m'y suis engagé, car je sais que les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés pour l'Afrique ne peuvent être atteints qu'en plaçant les personnes au centre de toutes nos actions. J'ai toujours maintenu que lorsque je pense à la Banque africaine de développement, ce qui est le plus important pour moi, c'est la partie « Développement ». Il s'agit là de notre mission. Par conséquent, notre coopération avec les communautés, les jeunes, les femmes, le secteur privé, et des acteurs non étatiques tels que la société civile fait partie intégrante de notre mode de contact avec les populations et de l'expression de notre responsabilité envers elles.
La Banque africaine de développement est unique en son genre : nous ne nous contentons pas de prêter à l'Afrique ; nous connaissons les besoins de l'Afrique ; nous sommes basés en Afrique ; et nous sommes la seule institution financière multilatérale ayant un mandat pour l'Afrique. Nous sommes la banque des solutions de l'Afrique.

Il y a sept ans, j'ai exposé notre vision d'une Banque ayant pour ambition d'accélérer le développement de l'Afrique. Il s'agit des High 5 : éclairer et alimenter l'Afrique en électricité ; nourrir l'Afrique ; industrialiser l'Afrique ; intégrer l'Afrique ; et améliorer la qualité de vie des populations africaines. En cinq ans, les High 5 ont eu un impact sur la vie de 335 millions de personnes.

Le pont Sénégambie relie aujourd'hui, pour la première fois, le Sénégal et la Gambie, facilitant la circulation et le commerce. Le pont Kazungula relie la Namibie au Botswana et à la Zambie et a réduit le temps de transit de 14 jours à une heure seulement.
Le corridor de transport entre Addis-Abeba et Nairobi (qui s'achèvera bientôt), un investissement d'un milliard de dollars de la part de la Banque, permettra d'accroître de 400 % les échanges commerciaux entre l'Éthiopie et le Kenya.

Le projet Desert-to-Power au Sahel, d'une valeur de 20 milliards de dollars, fournira de l'électricité pour 250 millions de personnes et fera de la zone sahélienne la plus grande zone solaire du monde.
Même si nous sommes fiers des progrès accomplis, nous sommes conscients que les défis que l'Afrique et ses habitants doivent relever restent immenses. Ces défis ne nous découragent pas. Nous avons pour mission et responsabilité de les relever et de nous assurer que les besoins de l'Afrique sont prioritaires, dans un contexte mondial marqué par de multiples défis.

Pour soutenir l'Afrique pendant la pandémie de COVID, la Banque a mis en place un mécanisme de riposte à cette crise d'une valeur pouvant atteindre 10 milliards d'USD. Nous avons également émis une obligation sociale de lutte contre le COVID d'un montant de 3 milliards d'USD sur les marchés mondiaux de capitaux, la plus grande obligation sociale de l'histoire. Notre soutien a permis aux pays non seulement de disposer de ressources pour satisfaire les besoins immédiats en fournitures médicales et en vaccins, mais également d'assurer la protection sociale de plus de 28 millions de personnes.

Pour protéger l'Afrique des effets de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, la Banque a lancé un programme de production alimentaire d'urgence de 1,5 milliard d'USD. Ce mécanisme soutiendra 20 millions d'agriculteurs ayant accès à des semences et des engrais améliorés pour produire 38 millions de tonnes métriques de nourriture, pour une valeur de 12 milliards d'USD. Nous éviterons une crise alimentaire en Afrique. Dans les 45 jours qui ont suivi la mise en place de ce mécanisme, la Banque avait approuvé 1,13 milliard d'USD en faveur de 24 pays. Voilà ce que nous sommes : une Banque très réactive !

Je suis heureux de constater que la Banque a impliqué les organisations de la société civile dans ses activités de soutien aux pays. Les OSC ont participé à des consultations sur les opérations d'appui programmatique et ont apporté leurs contributions pour le renforcement de la responsabilité et de la gouvernance inclusive, par exemple en Namibie, au Kenya et au Botswana.
Les OSC ont été consultées concernant l'appui institutionnel à la gouvernance et au projet de gestion des finances publiques dont le Zimbabwe a bénéficié. À ce sujet, nous sommes allés encore plus loin en incluant un poste spécifique dédié qui permet au Parlement de collaborer directement avec les principales OSC sur des questions telles que l'affectation budgétaire, l'obligation de rendre compte des dépenses publiques, la contraction de la dette, et la gouvernance et la croissance inclusives.

Nous évaluons soigneusement nos activités de coopération avec la société civile, en tirant des enseignements de nos actions et de nos expériences et en cherchant toujours à nous améliorer. En 2020, le Département de l'évaluation indépendante du développement, au niveau de la Banque, a achevé une étude d'évaluation des actions de collaboration entre la Banque et la société civile sur la période 2012-2019.
L'évaluation a réitéré l'importance de la coopération entre la Banque et les organisations de la société civile en vue de garantir une croissance et un développement inclusifs et participatifs en Afrique. L'évaluation a recommandé la nécessité de renforcer le soutien des organisations de la société civile ainsi que nos actions conjointes afin d'apporter une valeur ajoutée au mandat de la Banque; et la nécessité d'accroître leur implication dans le dialogue politique à l'échelle nationale et régionale.

Ici, à la Banque africaine de développement, notre slogan est « promesse faite, promesse tenue ». Sous mon autorité et ma direction, la Banque a été chargée de préciser clairement les engagements pris envers les OSC, afin de garantir une responsabilité totale. Lors du Forum des OSC qui s'est tenu 26 novembre 2020, j'ai demandé des actions claires, avec des résultats mesurables, sur la coopération entre la Banque et les organisations de la société civile. Je voulais voir les OSC sur la plateforme partager leurs points de vue et la manière dont elles travaillent avec la Banque, tout en s'exprimant sur ce que nous pouvons faire pour améliorer davantage nos engagements.

Je suis heureux de constater que des progrès significatifs ont été réalisés dans tous les domaines convenus. Concernant le renforcement de la capacité institutionnelle des organisations de la société civile, la Banque a accordé des subventions à trois d'entre elles, à savoir la Fondation AVSI (qui a obtenu 782 802 USD au titre de soutien à l'énergie verte pour les jeunes et les femmes en Ouganda et au Kenya; l'Instituto Cooperazione Economica Internazionale – ICEI (qui a bénéficié de 596 283 USD en guise de soutien à l'agriculture résiliente aux changements climatiques dans la zone marine et côtière dégradée de Zambezia); et Zenab for Women Development (Soudan), qui a reçu 304 066 USD pour le développement de la résilience climatique des jeunes et des femmes.

Pour former les OSC et renforcer leurs capacités en matière de réglementation de l'électricité, la Banque a soutenu le Centre africain pour la politique énergétique et l'Institut ouest-africain de la société civile afin de consolider les capacités des OSC dans ce domaine.

En guise de soutien à l'agenda de l'Afrique sur les questions climatiques dans la perspective de la COP 27, la Banque a déjà organisé 5 forums régionaux de la société civile en 2021 et a mis en place une coalition entre la Banque de développement et la société civile en vue de la COP27. La Banque a accordé une grande priorité à l'apport des organisations de la société civile dans ses interventions. L'engagement des organisations de la société civile a été pris en compte dans l'élaboration de 39 documents de stratégie par pays, dont 12 depuis le début de l'année, ce qui leur permet d'influencer et de façonner les orientations des pays. Je me réjouis que plus de 20 projets de la Banque aient été exécutés avec la participation de la société civile.

En outre, la Banque s'est engagée activement aux côtés des organisations de la société civile pour renforcer le respect des garanties sociales et environnementales dans tous les projets financés par l'institution.

Vous pouvez tous être fiers de nous en tant que partenaire en matière de transparence. Cette année, la Banque africaine de développement a été classée comme l'institution la plus transparente au monde par l'organisation Publish What You Fund en raison de notre travail concernant les opérations du secteur public.

La nouvelle stratégie de la Banque en matière de gouvernance pour la période 2021-2025 se concentre spécifiquement sur l'engagement de la société civile en vue d'accroître davantage la transparence et la responsabilité. La Banque africaine de développement continuera à soutenir et à promouvoir vos actions en tant qu'organisations de la société civile.

De même, la Banque met également de plus en plus en avant le travail de la société civile, à travers la publication, depuis 2019, du bulletin d'information « La voix des citoyens en Afrique », qui valorise le travail de la Banque avec le concours de la société civile. Nous venons de réaliser, avec une société multimédia, une vidéo sur la société civile qui permettra de mettre davantage en valeur les actions de la société civile accompagnée par la Banque africaine de développement.
Dans la perspective de la COP27, les voix des organisations de la société civile non africaines doivent être entendues sur la nécessité pour les pays développés d'honorer leur engagement à débloquer 100 milliards de dollars chaque année pour le financement du climat.

Vos voix doivent être fortes pour soutenir la 16e reconstitution des ressources du Fonds africain de développement (FAD).
Vos voix doivent s'élever plus haut pour soutenir le Guichet d'action climatique du Fonds africain de développement.

Ensemble, continuons à répondre aux besoins de l'Afrique.

Soyez les « Vuvuzelas » de l'Afrique sur le changement climatique.

C'est notre responsabilité, c'est notre devoir, c'est notre obligation de veiller à ce que les besoins de l'Afrique ne soient pas ignorés.

Allons de l'avant, ensemble, vers la COP27 à Sharm El Sheikh.

Je déclare donc ouvert le Forum de la société civile 2022.

Merci beaucoup.